

# COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 MAI 2015

**Nombre de Conseillers : 19**

**Présents : 14 (15 à compter du point n°4)**

**Pouvoir : 2**

L'an deux mille quinze et le vingt et un mai, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

**PRESENTS : UVERNET Gabriel MAIRE ; BUISINE Serge, BERGEZ Danielle, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BESSONE Eric, BOISBOURDIN Philippe, LAMBERT Eliane, PALDACCI-UVERNET Antony, SCHLICHTER Danièle, SILVA Alain.**

**Absents et excusés :**

**RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à Jean-Luc ZAMORA)**

**GARCIA Eric (pouvoir à SILVA Alain)**

**DIETRICH WEISS Elisabeth (du point n° 1 au point n° 3)**

**GUILBERT Sandrine**

**LESUEUR Frédéric**

**Désignation du secrétaire de séance :** Madame PELLERIN Annick

**Adoption du compte rendu :**

Adopté avec observations.

Au sein de la délibération n° 22 « Avenant à la convention 2014-2017 de partenariat de la médiathèque avec la Commune du Cannet des Maures », article premier : lire « Commune » au lieu de « Commue ».

**Lecture des décisions :** Aucune

## **1. INDEMNITE REPRESENTATIVE DE LOGEMENT DES INSTITUTEURS**

**Vu** la demande de Monsieur le Préfet du Var portant sur le montant de l'Indemnité Représentative de Logement des instituteurs ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De donner un avis favorable au montant de l'I.R.L. fixé par le C.D.E.N soit 3 446,85 euros.

**ARTICLE SECOND :** De transmettre le dit-avis à Monsieur le Préfet du Var.

**Adopté à l'unanimité**

## **2. DECISION MODIFICATIVE N° 1 - BUDGET EAU**

Monsieur Serge BUISINE, Premier Adjoint, présente le projet de décision modificative du Budget Eau portant sur les titres annulés. En effet, suite à la loi n°2011-525 du 17 mai 2011, désormais, l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de la consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au service d'eau potable, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Ainsi, la Commune connaît un montant important d'écêtements qu'il lui faut financer. Monsieur BUISINE propose de minorer la prime prévisionnelle d'assurances.

Monsieur BUISINE Serge remercie les députés à l'initiative de cette loi absurde qui contraint financièrement les communes et ne responsabilise pas les citoyens.

Le problème d'écêtement est important, surtout les petites communes. Aujourd'hui, il est impossible d'établir un prévisionnel, les sommes sont très différentes d'une année à une autre.

Monsieur le MAIRE indique qu'au regard de la tournure des événements et le nombre croissant d'écêtements à réaliser obligatoirement, il va certainement falloir augmenter de nouveau les tarifs.

Si ces fuites après compteurs perdurent et se multiplient, la Commune va manquer de trésorerie.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : De valider la décision modificative n°1 du Budget Eau comme suivant :

Désignation	Dépenses		Recettes	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
D-616 : Primes d'assurances	300.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 011 : Charges à caractère général</b>	<b>300.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0.00 €	300.00 €	0.00 €	0.00 €
<b>TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles</b>	<b>0.00 €</b>	<b>300.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total FONCTIONNEMENT</b>	<b>300.00 €</b>	<b>300.00 €</b>	<b>0.00 €</b>	<b>0.00 €</b>
<b>Total Général</b>		<b>0.00 €</b>		<b>0.00 €</b>

**Adopté à l'unanimité**

### **3. PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (P.A.C.), MODIFICATION DES MONTANTS**

**Vu** l'article 30 de la loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative pour 2012,

**Vu** le code de la santé publique notamment son article L.1331-7,

**Considérant** la délibération du 25/06/2012 portant sur la Participation à l'Assainissement Collectif (P.A.C.) et à la délibération modificative du 23/01/2014.

Monsieur le MAIRE expose que la participation pour l'assainissement collectif (PAC) a été créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012 pour permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées et pour satisfaire les besoins locaux d'extension des réseaux, notamment dans les zones de développement économique ou urbain.

Suite à la demande de Monsieur SILVA s'agissant du nombre de cas de raccordements dans le passé, Monsieur le MAIRE lui répond que la Commune du Thoronet a connu très peu de raccordements. En effet, auparavant la Commune étant subventionnée à 80 %, elle menait des travaux d'extension de réseaux d'assainissement collectif, ce qui n'est plus le cas désormais au regard de l'absence de dotations.

En outre, aujourd'hui, il est difficile de savoir car tout dépend du lieu de construction. La plupart des administrés construisent dans les zones NB, ce sont des zones où l'assainissement n'est pas collectif (fosse septique). Il s'agit du droit de se raccorder, c'est beaucoup moins cher que l'assainissement non collectif (au minimum 8 000 €).

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

#### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De fixer désormais les tarifs de la Participation à l'Assainissement Collectif comme ci-dessous

▪ **Pour logement d'habitation en construction nouvelle :**

TYPE DE LOGEMENT	MONTANTS
<u>Logement individuel</u>	4 000 €
<u>Logement collectif</u>	2 500 € /logement
- de 2 à 5 logements :	
- de 6 à 10 logements :	2 000 € /logement
- de 11 à 30 logements :	1 500 €/logement

▪ **Pour logement d'habitation déjà existant :**

TYPE DE LOGEMENT	MONTANTS
<u>Logement individuel raccordé ou raccordable au réseau Assainissement collectif (A.C.), équipé d'un assainissement non collectif :</u>	Pas de P.A.C.
<u>Création de logements supplémentaires dans une construction existante raccordée au réseau A.C.:</u>	2 000 € /logement supplémentaire
<u>Extension de logement d'une construction existante raccordée (sans création de logement supplémentaire):</u>	800 € par tranche de 20 m <sup>2</sup> de surface de plancher créée

▪ **Hébergement hôtelier**

TYPE D'HEBERGEMENT	MONTANTS
- 2 à 5 chambres :	2 500 € /chambre
- 6 à 10 chambres :	2 000 € /chambre
- 11 et plus :	1 500 € /chambre

▪ **Pour construction à usage d'activités**

TYPE D'HEBERGEMENT	MONTANTS
- jusqu'à 200 m <sup>2</sup> :	Forfait 4 000 €
- au-delà de 200 m <sup>2</sup> :	puis 15 €/m <sup>2</sup>

FAIT GENERATEUR DE PAIEMENT DE LA P.A.C	
Pour les constructions nouvelles	Raccordement à l'égout
Pour extension logement dans une construction existante raccordée	Constat de l'agent assermenté d'urbanisme de l'extension du dit logement.
Pour création de logements supplémentaires dans une construction existante raccordée	Constat de l'agent assermenté d'urbanisme pour la création de logements ou locaux sans modification des volumes extérieurs.

**ARTICLE SECOND** : Que la présente délibération est applicable à compter du 01/06/2015 [tous faits générateurs de paiement de la P.A.C. postérieurs à cette date].

**Adopté à l'unanimité**

*Arrivée de Madame DIETRICH-WEISS à 18h20.*

**4. NOUVELLE TARIFICATION PORTANT SUR LA REFECTION DE CHAUSSEE EFFECTUEE PAR LES SERVICES MUNICIPAUX, MISE EN ŒUVRE DANS LE CADRE DES TRAVAUX D'OFFICE**

Monsieur le MAIRE expose qu'en 2005, l'Assemblée délibérante du Thoronet a adopté le prix de facturation pour la mise en place d'un enrobé à froid par les services municipaux, pour le compte d'administrés.

En effet, les services techniques interviennent dans le cadre du branchement neuf au réseau d'eau potable lorsque l'administré défaillant n'a pas respecté son engagement

de remise en état de la surface de la chaussée, sous un délai d'un mois à compter de la mise en service du branchement.

Au-delà de ce délai, la Commune procède d'office aux travaux nécessaires à la remise en état de la chaussée et les frais y correspondant sont alors facturés.

Il est donc nécessaire d'adopter une nouvelle tarification, plus restrictive car bon nombre d'administrés choisissent délibérément de ne pas respecter leurs engagements, le tarif jusqu'alors appliqué étant plus favorable que le prix moyen actuel proposé par les entreprises de terrassement.

Monsieur BUISINE propose un tarif de 60 € par mètre linéaire auquel s'ajoute un forfait de 200 €.

Cette nouvelle tarification est à appliquer à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015.

La tarification antérieure était 35 € / m<sup>2</sup> ainsi qu'un forfait de 100 €.

Suite à la demande de Monsieur SILVA, Monsieur le MAIRE précise qu'il s'agit uniquement des travaux liés au raccordement à l'eau potable.

Dès lors, Madame BERTHIAUX et Monsieur SILVA indiquent qu'il faut de nouveau délibérer pour les raccordements à l'assainissement collectif et pour les autres travaux réalisés par les services municipaux.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

## **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** Que le prix facturé pour la mise en place d'un enrobé à froid opéré pour le compte d'administrés dans le cadre de travaux d'office après branchement neuf au réseau d'eau potable sera de 60 € H.T. / mètre linéaire fourni et posé, auquel sera ajouté un montant forfaitaire de 200 € H.T..

**ARTICLE SECOND :** Que la présente délibération est applicable à compter du 01/06/2015.

**Adopté à l'unanimité**

## **5. TAXE D'AMENAGEMENT ET ABATTEMENTS**

**Vu** la loi 2010-1658 de finances rectificatives du 29/12/2010,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 331-1 et suivants,

**Vu** la délibération du 28 novembre 2011 portant sur fixation du taux en matière de taxe d'aménagement communale,

Monsieur le MAIRE expose aux membres de l'assemblée délibérante que depuis 2012, la taxe d'aménagement remplace la taxe locale d'équipement (TLE), la taxe départementale des espaces naturels sensibles (TDENS), la taxe pour le financement des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (TDCAUE).

La taxe est applicable à toutes les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement de bâtiments ou d'installations, nécessitant une autorisation d'urbanisme (permis de construire ou d'aménager, déclaration préalable), et qui changent la destination des locaux dans le cas des exploitations agricoles. Elle s'applique aux demandes de permis (y compris les demandes modificatives générant un complément de taxation) et aux déclarations préalables.

Certains aménagements et constructions sont exonérés tel que les constructions jusqu'à 5m<sup>2</sup>, ceux affectés à un service public, les logements sociaux ou habitations à loyers modérés (HLM), les locaux agricoles (serres, locaux de production et de stockage des récoltes et des matériels, centres équestres, etc.), un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans, reconstruit à l'identique.

Un abattement de 50 % est prévu pour les logements aidés et hébergements sociaux, les 100 premiers m<sup>2</sup> des locaux d'une habitation principale, les locaux à usage industriel ou artisanal, dont les entrepôts et hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale, les parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale.

Monsieur le MAIRE rappelle que le taux actuel de la taxe d'aménagement est de 5% et qu'il présente ce projet suite à des demandes d'administrés.

Monsieur LE MAIRE indique qu'il souhaite donner un avis défavorable.

Messieurs BOISBOURDIN et SILVA s'interrogent dès lors sur le projet de délibération tel qu'il leur est présenté car ce dernier dispose en son sein, d'un article permettant aux administrés (bénéficiant d'un prêt à taux zéro) de connaître un abattement de 50% pour les surfaces excédant 100 m<sup>2</sup> ; Messieurs BOISBOURDIN et SILVA indiquent dès lors que le projet de délibération est mal écrit et souhaitent une explication.

Monsieur le MAIRE leur répond qu'il présente à l'Assemblée délibérante ce projet en ces termes car cette demande d'exonération lui a été faite par écrit par des administrés, c'est pour cela qu'elle est à l'ordre du jour.

Il pourra dès lors répondre aux administrés demandeurs en fournissant la délibération votée en ce jour.

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,**

## **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De ne pas appliquer d'exonération en application de l'article L331-9 du code de l'urbanisme, dans la limite de 50% de la surface excédant 100 m<sup>2</sup> pour les constructions à usage d'habitation principale financées à l'aide du prêt à taux zéro (PTZ+) ;

**ARTICLE SECOND** : Que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible.

**Adopté à l'unanimité**

## **6. RENOUVELLEMENT CONVENTION CONTRAT ENFANCE-JEUNESSE**

Monsieur le MAIRE rappelle la volonté municipale du Thoronet de développer son action en matière d'enfance jeunesse ; ainsi la maison des jeunes (MDJ) a ouvert ses portes depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010 et la micro-crèche accueille les plus jeunes (dès 3 mois) depuis le 2 janvier 2013.

Monsieur le MAIRE indique qu'il faut à présent entériner et optimiser la politique de développement en matière d'accueil des moins de 18 ans, notamment par le renouvellement de la conclusion du Contrat Enfance jeunesse pour l'ensemble des actions éligibles de la Commune en faveur de l'enfance et de la jeunesse ; ce contrat conclu avec la C.A.F. jusqu'au 31/12/2017, permettra l'attribution de subventions.

Madame BERTHIAUX demande « Dans le cadre de la Prestation de Service contrat Enfance-Jeunesse (PSEJ), quelles sont les actions nouvelles que vous comptez faire ? ; en effet, il est fait mention page 4/17 de la convention " ..... pour chaque action nouvelle développée par le présent contrat, un montant forfaitaire plafonné par action est calculé.... " ».

Monsieur le MAIRE lui indique qu'il est difficile de se renouveler, la micro-crèche et la maison des jeunes étant déjà existantes, la C.A.F. prend en considération ces deux accueils ; en outre, comme fournis dans le dossier, deux tableaux d'aide prévisionnelle démontrent une aide supérieure de la C.A.F. par rapport à l'année précédente.

Monsieur SILVA demande qui a fourni les tableaux prévisionnels.

Monsieur le MAIRE lui répond que l'auteur de ces documents est la C.A.F. tout comme pour la convention. Il ne souhaite donc pas demander à l'organisme subventionneur de modifier ses propres documents.

Madame BERTHIAUX propose cependant de s'inscrire dans une dynamique et de porter une réflexion sur les évolutions possibles.

Monsieur le MAIRE sollicite Madame TAXI pour qu'elle expose le travail entrepris pour la réalisation du Projet Éducatif Territorial (P.E.D.T.) dans le cadre des actions menées par la Commune auprès de la Jeunesse.

Madame TAXI précise « Nous avons soumis le projet du P.E.D.T. aux parents d'élèves et enseignants afin d'obtenir 50 euros par enfant. Le P.E.D.T. a été approuvé. »

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'autoriser Monsieur le MAIRE à signer le Contrat Enfance Jeunesse avec l'organisme de la Caisse d'Allocations Familiales.

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser Monsieur le MAIRE à faire procéder par la Commune à l'encaissement des différentes subventions dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse.

**Adopté à l'unanimité**

<b>7. <u>VOTE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS</u></b>
--

**Vu** le budget primitif voté par l'Assemblée délibérante,

**Considérant** l'intérêt que représente l'action des diverses associations,

**Considérant** qu'il convient de les encourager et de soutenir leur activité,

Madame Annick PELLERIN, Adjointe au MAIRE déléguée aux associations, présente la liste des subventions pouvant être allouées par la collectivité aux diverses associations locales. Elle rappelle que ces propositions sont élaborées suite aux demandes de ces organismes ainsi qu'à la lecture de leur bilan 2014.

Le Conseil municipal examine et vote chaque subvention par association.

Madame PELLERIN propose un montant à attribuer au bénéfice de chaque association.

Chaque membre de l'assemblée délibérante sort lors du débat et du vote portant sur l'attribution d'une association dont il est membre.

*Retranscription des débats :*

Association Académie de Musiques Anciennes (A.M.A.)

Monsieur SILVA demande « pourquoi distinguer l'Académie de Musiques Anciennes des Rencontres internationales de musiques médiévales ; est-ce à part ? A-t-on un bilan de cette association ?

Ce n'est pas clair, je ne vois pas comment on peut voter une subvention si nous n'avons pas de bilan ; nous ne voulons pas embêter mais répartir au plus juste des subventions ; donc quel est l'intérêt de diviser les deux ? »

Monsieur LE MAIRE répond « Ce sont deux choses différentes, nous avons toujours voté deux subventions différentes, le Conseil Général subventionne également en opérant une distinction entre Académie de Musiques Anciennes et les Rencontres de Musiques Médiévales (R.I.M.M.T.).

Monsieur SILVA poursuit « Nous n'avons qu'une association, on en a pas deux. Nous n'avons qu'un bilan 2014 et un prévisionnel 2015. »

Monsieur LE MAIRE indique « Nous avons demandé à l'Académie de Musiques Anciennes deux budgets différents. Moi je ne les ai pas vus. Madame PELLERIN a tous les dossiers. »

Monsieur LE MAIRE ajoute que lors de l'assemblée générale avec le Commissaire aux comptes il y a deux budgets différents. Il souhaite dès lors que Madame PELLERIN demande des précisions à Madame LEBORGNE et propose que l'attribution de la subvention à l'association Académie de Musiques Anciennes soit reportée à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal

Monsieur SILVA lui répond que pour sa part, il ne demande pas à reporter mais c'est une question de présentation. Faisons une ligne et n'imposons pas de comptabilité particulière.

Le montant de la subvention est donc voté globalement au titre de l'Académie de Musiques Anciennes - Rencontres de Musiques Médiévales (R.I.M.M.T.).

#### Association U.N.C. U.N.C.A.F.N.

Monsieur SILVA : demande « C'est une des seules associations qui n'a pas fourni le budget 2015. Alors nous faisons un traitement de faveur à l'U.N.C. ? »

Madame PELLERIN répond « Ce n'est pas parce qu'on le propose que vous n'avez pas le droit de refuser, vous êtes libre d'accepter ou pas. S'agissant de cette association, j'ai demandé quatre fois le bilan ».

Monsieur SILVA conclut « Je vais voter pour mais ça sera la dernière fois. L'année prochaine si l'UNC fait la même chose je voterai contre ».

Monsieur BOISBOURDIN s'abstient au nom de cette absence de bilan.

#### Association Amicale de la Chasse du Thoronet

Monsieur BOISBOURDIN demande « Pourquoi le montant attribué passe à 100€ ? »

Madame PELLERIN répond « parce qu'ils prennent une adhésion ».

Monsieur SILVA indique « en 2014, leur budget était déficitaire de 1700 € ».

Monsieur BUISINE intervient « Est-ce qu'on doit couvrir le négatif ? Ils ont les mêmes difficultés de gestion donc on ne va pas cautionner à chaque fois leurs pertes ».

Madame BERGEZ indique : « Moi j'ai la visite des sangliers tous les jours et je serai pour qu'il fasse des battues le plus possible ».

Monsieur SILVA expose « Les dégâts des sangliers ont engendré des dépenses de 23 000 € en 2012 et de 40 000 € en 2013. Les communes de Lorgues et de Vidauban subventionnent respectivement à hauteur de 3 500 € et 7 000 € ».

Monsieur BOISBOURDIN s'exprime « attribuer 100 € ça frise le ridicule autant mettre 0 €. »

Mesdames BERTHIAUX Françoise, BERGEZ Danielle, LAMBERT Éliane, Messieurs SILVA Alain (et son pouvoir), BESSONE Eric, ZAMORA Jean-Luc (et son pouvoir), MARTIN Alain, BOISBOURDIN Philippe se prononcent pour 500 €.

Mesdames DIETRICH WEISS Elisabeth, PELLERIN Annick, TAXI Odile, Messieurs BUISINE Serge, PALDACCI-UVERNET Antony, SCHLICHTER Danièle votent pour 100€.

#### Association les Nuits Blanches

Monsieur LE MAIRE indique « L'association fait travailler le village et les commerçants. »

Monsieur SILVA expose « Ils ont demandé 16 000 € car l'an dernier, compte tenu de la Coupe du monde de football et des intempéries ils ont un trou dans la caisse ; nous nous satisfaisons de la proposition faite.»

Monsieur LE MAIRE précise en outre, qu'il a fait en sorte que l'association ait pu obtenir une subvention de Jean-Michel COUVE pour les aider.

Madame DIETRICH-WEISS vote contre.

Monsieur SILVA relève que la Commune a reçu des demandes de subventions qui n'ont pas été présentées. Il s'agit de la Banque alimentaire, des Gueules rouges, de l'AMAP, de l'Association des Maires du Var.

Monsieur LE MAIRE expose les raisons de la non présentation de ces demandes de subventions ; ainsi, la banque alimentaire est loin (Toulon), les Gueules Rouges font partie du territoire de la Provence Verte et sont subventionnées en ce sens, l'A.M.A.P. qui devait vendre au marché du Thoronet n'y est présent et Monsieur le MAIRE indique que cela ne fonctionne pas.

Monsieur SILVA répond que sur le principe, vis-à-vis de ces associations, les demandes n'ont pas été proposées et qu'il aurait préféré voter.

Monsieur LE MAIRE s'engage à ce que toutes les associations réalisant une demande soient inscrites l'année prochaine.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

#### **DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE :** D'attribuer aux associations les sommes ainsi présentées au sein de l'annexe à la présente.

ASSOCIATION	SUBVENTIONS 2015 VOTEES	ELU(E,S) MEMBRE(S) DE L'ASSOCIATION, QUITTANT LA SALLEDU CONSEIL MUNICIPAL LORS DU VOTE	MODALITES DE VOTE EN <u>VOIX EXPRIMEES</u>
ACADEMIE DE MUSIQUES ANCIENNES / RIMMT	11 500,00 €		Unanimité
AMICALE CCFF (I')	1 000,00 €	J-L.ZAMORA	Unanimité
ARTS MURS (les)	900,00 €		Unanimité
ASS BOULISTE (I')	1 500,00 €	G. UVERNET	Unanimité
SOUVENIR FRANÇAIS (le)	350,00 €	G. UVERNET, F.BERTHIAUX, A.SILVA, A.PELLERIN	Unanimité
UNC UNCAFN	550,00 €	G. UVERNET, D.SCHLICHTER	Unanimité
FOYER RURAL (le)			
- Activités foyer rural	4 500,00 €	G. UVERNET, F.BERTHIAUX, A. SILVA, S.BUISINE, O.TAXI	Unanimité
- Pour section animation (reprise activité Comité des fêtes)	7 500,00 €		Unanimité
CANAL DE STE CROIX	400,00 €	E.BESSONE	Unanimité
CROIX-ROUGE FRANCAISE (la)	150,00 €		Unanimité
ECOLE JEUNES SAPEURS POMPIERS (I')	150,00 €		Unanimité
JUDO CLUB (le)	500,00 €		Unanimité
NUITS BLANCHES (les)	10 000,00 €		Majorité
OLYMPIQUE TARADEAU LORGUES (I')	400,00 €		Unanimité
RESTOS DU CŒUR (les)	200,00 €		Unanimité
RETROUVAILLES (les)	0,00 €	D.BERGEZ	Unanimité
SPORT ET NATURE	1 500,00 €	O.TAXI	Unanimité
TAI CHI CHUAN (le)	400,00 €		Unanimité
THORONET TENNIS CLUB (le)	500,00 €		Unanimité
TSA	500,00 €		Unanimité
ECOLE DE MUSIQUE DU THORONET	4 600,00 €		Unanimité
AMICALE DE LA CHASSE DU THORONET	500,00 €	G.UVERNET	Majorité
LION'S CLUB	150,00 €		Unanimité
LES PARENTS D'ELEVES	50,00 €		Unanimité

## **8. CONCLUSION CONVENTION ASSOCIATION « LES VOIX ANIMEES »**

Madame PELLERIN Annick, Adjointe déléguée à la culture, expose aux membres de l'Assemblée délibérante que l'association « Les voix animées » propose 2 sessions de stages :

- « Anges et Muses » du Samedi 22 Août au Dimanche 30 Août 2015 ;
- « Noël A Cappella » du Lundi 7 Décembre au Mardi 15 Décembre 2015 ;

Ces représentations, outre l'aspect culturel, revêtent un caractère pédagogique, les répétitions étant ouvertes à la classe de l'Ecole Lucie Aubrac, suivies d'ateliers.

Lecture est donnée de la convention.

La conclusion de la Convention est conditionnée à la réalisation d'un concert à chaque session, et ce, dans le village.

Monsieur SILVA indique que cela fait cher et demande pourquoi ne pas leur proposer de verser une subvention.

Madame PELLERIN répond qu'elle négocie les repas auprès de prestataires extérieurs thoronéens lorsque la cantine scolaire est fermée.

Monsieur LE MAIRE indique en outre que la Commune récupère un pourcentage pour les nuitées du Clos des médiévales à travers la convention. Si on devait payer la prestation, le montant serait plus élevé

**Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De conclure la convention présentée avec l'association « Les voix animées ».

**ARTICLE SECOND :** D'autoriser le MAIRE à signer la dite convention.

**Adopté à l'unanimité**

**9. CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION NUITS BLANCHES DANS LE CADRE DE LA MANIFESTATION DU 9 AU 12 JUILLET 2015**

**Vu** le C.G.C.T.,

**Considérant** la manifestation « Festival des Nuits Blanches », organisée par l'association du même nom du 09/07/15 au 12/07/15 place Sadi Carnot et dans les rues du noyau villageois,

**Considérant** qu'il convient d'établir une convention déterminant les différentes responsabilités induites à cette organisation,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'accepter l'organisation de la manifestation des Nuits Blanches du 09/07/15 au 12/07/15 au sein du Village,

**ARTICLE SECOND** : D'autoriser Monsieur le MAIRE à signer la Convention avec l'association.

**Adopté à l'unanimité**

**10. CONVENTION D'AIDE A LA STERILISATION DES CHATS LIBRES ERRANTS AVEC LA SPA**

**Vu** l'article L.2212-2.7° du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les dispositions prévues par l'article 213-6 du Code Rural, créées par la loi du 6 janvier 1999,

**Vu** la délibération du 22/12/2014 portant sur « Mise en œuvre du Code Rural L211-19 et suivants : campagne stérilisation chats errants »,

**Vu** la proposition de convention d'aide à la stérilisation des chats libres errants adressées par la SPA à la Commune du Thoronet,

**Considérant** que la présence de chats libres errants sur leur territoire constitue un problème récurrent pour les Communes,

**Considérant** que les maires ont l'obligation de prendre toutes dispositions pour empêcher leur divagation, et qu'ils sont souvent sollicités par leurs concitoyens pour mettre un terme aux nuisances générées par ces animaux livrés à eux-mêmes,

La « Société Protectrice des Animaux » propose pour l'année 2015 à la Commune de LE THORONET une action déterminée en vue de lutter contre toute prolifération de la population féline errante sur son territoire communal.

La SPA pourra intervenir pour la stérilisation (félin mâle et/ou femelle) et l'indentification de chats errants sur le territoire du Thoronet à hauteur de 20 félins. (le tarif pour les femelles est 60 € et pour les mâles 50 €).

La subvention sera versée en deux fois : 50% dès signature de la présente convention, le solde dès la transmission des rapports d'activité et financier. D'un montant total de 800 euros, elle correspond à l'engagement de la SPA d'assurer le financement de 20 interventions médicales liées à la stérilisation de 20 chats errants capturés sur le territoire de la Commune du Thoronet.

Il est donc proposé à l'assemblée d'approuver cette convention de partenariat avec la SPA via une subvention de 800 euros versée en deux fois et de signer ladite convention pour l'exercice 2015.

Monsieur LE MAIRE propose de privilégier les femelles.

Un tour de table est réalisé.

Madame DIETRICH-WEISS, Madame BERGEZ et Madame LAMBERT indiquent que lorsque l'on est propriétaire de chats on les assume.

Monsieur BOISBOURDIN et Madame SCHLICHTER proposent de ne pas faire de différenciation entre mâles et femelles.

Monsieur MARTIN explique les raisons biologiques pour lesquelles la stérilisation des femelles est plus appropriée pour limiter la prolifération des chats errants plutôt que la stérilisation sans distinction entre mâles et femelles.

Monsieur ZAMORA : « ici des gens sont pour la stérilisation des chats autour de cette table et donc ils n'ont qu'à monter une association ».

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,  
DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : De ne pas approuver la convention de partenariat avec la SPA.

**Adopté à la majorité**

Pour la convention : Madame RNET-YAGUE (voix exprimée à travers le pouvoir donné à Monsieur ZAMORA), Madame BERGEZ, Madame SCHLICHTER, Monsieur BOISBOURDIN, Monsieur SILVA et son pouvoir, Monsieur BUISINE, Monsieur MARTIN.

Abstention : Madame TAXI.

Contre la convention : Monsieur LE MAIRE, Madame DIETRICH-WEISS, Madame LAMBERT, Monsieur ZAMORA, Madame BERTHIAUX, Madame PALDACCI-UVERNET, Madame PELLERIN, Monsieur BESSONE.

En application de l'article L2121-20, Monsieur le MAIRE a voix prépondérante en cas d'égalité de suffrage.

<p><b><u>11. RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION REGIONALE POUR LE FLEURISSEMENT ET L'EMBELLISSEMENT DU CADRE DE VIE</u></b></p>
---

Vu la délibération du 23/05/2014 portant sur l'Adhésion à l'association régionale pour le fleurissement et l'embellissement du cadre de vie.

Monsieur le MAIRE rappelle aux membres de l'assemblée délibérante, que l'Association Régionale pour le Fleurissement et l'Embellissement du Cadre de Vie, en région Provence – Alpes – Côte d'Azur a été créée en 1987, à la demande du Ministère de l'Agriculture.

Le but du Cabinet du Ministre était de mettre en place un réseau associatif formé de professionnels de la filière horticole afin d'apporter le soutien de compétences techniques du Ministère du Tourisme, chargé de l'organisation du Concours National des Villes, Villages Fleuris.

L'adhésion de la Commune du Thoronet permettra de créer des échanges grâce à leurs délégués techniques, entre les diverses collectivités territoriales, celles qui bénéficient de structures performantes et celles qui disposent de moyens limités.

Le Thoronet pourra bénéficier d'une assistance technique au cours de sessions de sensibilisation du grand public ou de session d'informations du personnel communal et des élus.

De même, l'association apporte une aide logistique ou prodiguer des conseils aux municipalités qui souhaitent organiser des manifestations comme : « Fête des Plantes », « Concours des Ecoles Fleuries », « Concours des Maisons Fleuries », « Journée de l'Environnement » ; en outre prépare à la visite du Jury du Concours des Villes et Villages Fleuries.

L'adhésion permet de s'engager dans des actions de promotion, grâce à la qualité de l'environnement de leur commune, en rappelant que l'opération « fleurir et embellir le cadre de vie en région » est une exigence globale qui répond :

- A un souci économique (emploi, développement touristique)
- A un souci culturel (patrimoine)
- A un souci éducatif (les écoles)

- A un souci social (jardins potagers partagés).

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : De renouveler l'adhésion à l'association association régionale pour le fleurissement et l'embellissement du cadre de vie, pour un montant de 170 €.

**ARTICLE SECOND** : De confier à Monsieur le MAIRE le soin de réaliser l'ensemble des démarches permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

Madame PELLERIN présente à l'assemblée délibérante la Tomette attribuée au Thoronet au titre du Premier prix du bassin des Oliviers, bassin le plus important du Var.

La Tomette sera en exposition sur un chevalet à l'intérieur de l'office de tourisme devant la grande vitrine.

<p><b><u>12. ADHESION AU SERVICE COMMUN DES AUTORISATIONS DU DROIT DES SOLS (ADS) MIS EN PLACE PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DU VAR</u></b></p>
--

Le MAIRE expose au Conseil Municipal :

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

**Considérant** que la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et pour un urbanisme rénové promulguée le 27 mars 2014 dispose qu'à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (D.D.T.M.) ne seront plus mis à disposition gratuitement des Communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) membres d'un établissement public de coopération intercommunale regroupant plus de 10 000 habitants.

La D.D.T.M. limitera son instruction aux dossiers présentant des enjeux prioritaires conformément à la liste indiquée dans l'article L 422-2 du code de l'urbanisme ainsi qu'aux Communes disposant d'une carte communale jusqu'au 31 décembre 2016 ou aux communes sous régime du Règlement National d'Urbanisme (RNU).

**Considérant** que suite à ce désengagement de l'Etat, la Communauté de Communes Cœur du Var a décidé en bureau du 2 juillet 2014 de créer un service commun

d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) comme le dispose l'article L 5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales « En dehors des compétences transférées, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses Communes membres peuvent se doter de services communs. » Il précise aussi que les services communs peuvent être chargés de l'exercice de missions opérationnelles ou de missions fonctionnelles en matière de gestion de l'instruction des décisions prises par les maires au nom de la Commune.

**Considérant** donc que ce service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) ne constitue pas un transfert de compétence, qu'il ne modifie en rien les compétences et obligations du MAIRE en matière d'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'accueil de ses administrés, la réception des demandes des pétitionnaires et la délivrance des actes, qui restent de son seul ressort.

**Considérant** que cette initiative permettra à la Commune de conserver une relation de proximité avec les pétitionnaires, tout en bénéficiant d'une expertise et d'une meilleure garantie en matière de sécurité juridique des actes que les Maires sont appelés à signer.

**Considérant** que les modalités de cette mise en commun doivent être réglées par convention entre la Commune et la Communauté de Communes,

Dans ce cadre, il est proposé d'organiser cette relation selon les modalités décrites dans le projet de convention ci-annexé. Ce projet prévoit les principaux éléments suivants :

- Le service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) réalisera pour le compte de la Commune l'instruction des actes relatifs à l'occupation du sol relevant de la compétence du MAIRE suivants :
  - Les certificats d'urbanisme opérationnel (CUb)
  - Les permis de construire
  - Les permis d'aménager
  - Les permis de démolir
  - Les autorisations de travaux pour un établissement recevant du public (AT)
- Le projet de convention détaille les missions dévolues au service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) et celles restant à la charge de la Commune.
- Les modalités de financement du service commun sont définies de la manière suivante :
  - la prise en charge par la Communauté de Communes Cœur du Var des dépenses d'investissement et de fonctionnement pour l'année 2015 considérant qu'il s'agit de la mise en place du service sur une année incomplète.

- La participation de la Commune sera calculée en début d'année sur la base du nombre d'actes instruits de l'année antérieure selon la formule ci-dessous :

Coût de fonctionnement du service commun sur l'année N  
(Rémunérations, maintenance, frais divers...)

-----  
Nombre total d'actes instruits par le service commun Autorisation Droit des Sols (ADS)  
durant l'année N-1

**X** Nombre d'actes instruits pour la commune en N-1

- Le prix du service ainsi calculé sera déduit des attributions de compensation de la Commune concernée.
- Cette convention est établie pour une durée de **6 ans et 6 mois** à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER : D'adhérer** au service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) mis en place par la Communauté de Communes Cœur du Var, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

**ARTICLE SECOND : D'approuver** les termes du projet de convention ci-annexé qui précise notamment les modalités de fonctionnement, de financement du service commun d'instruction des Autorisations du Droit des Sols (ADS) ainsi que les rôles et obligations respectifs de la commune et de la Communauté Communes Cœur du Var.

**ARTICLE TROISIEME : D'autoriser** le MAIRE à signer cette convention ainsi que tout acte s'y afférant.

**ARTICLE QUATRIEME : D'inscrire** les crédits nécessaires au budget primitif 2016 et suivants de la Commune.

**Adopté à l'unanimité**

**13. CREATION D'EMPLOI – ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE**

**Sur le rapport de Monsieur le MAIRE, exposant :**

**Vu** le Budget Communal,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Considérant** qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

**Considérant** que par suite à l'avancement de grade par ancienneté, un agent déjà en poste au sein de la collectivité peut prétendre à être nommé au poste d'Adjoint Technique Principal de 2ème classe.

**Considérant** dès lors la nécessité de créer un emploi d'Adjoint Technique Principal de 2ème classe, à temps complet,

**Considérant** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi sont inscrits au Budget.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** La création d'un poste d'Adjoint Technique Principal de 2ème classe à compter du 1er Juin 2015, à temps complet.

**ARTICLE SECOND :** Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du 1er Juin 2015 :

FILIERE :	Technique
CADRE D'EMPLOI :	Adjoint Technique
GRADE :	Adjoint Technique Principal de 2ème Classe
CATEGORIE :	C
TEMPS DE TRAVAIL	TEMPS COMPLET
ANCIEN EFFECTIF :	4
NOUVEL EFFECTIF :	5

**ARTICLE TROISIEME :** De charger Monsieur le MAIRE de procéder au recrutement.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>14. CREATION D'EMPLOI – AGENT SPECIALISE PRINCIPAL DE 1<sup>ERE</sup> CLASSE DES ECOLES MATERNELLES</u></b>
---

**Sur le rapport de Monsieur le MAIRE, exposant :**

**Vu** le Budget Communal,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Considérant** qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

**Considérant** qu'un agent déjà en poste au sein de la collectivité peut prétendre à ce grade au regard de son évolution de carrière,

**Considérant** dès lors la nécessité de créer un emploi d'Agent Spécialisé Principal de 1<sup>ère</sup> Classe des Ecoles Maternelles à temps complet,

**Considérant** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi sont inscrits au Budget,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : La création d'un poste **d'Agent Spécialisé Principal de 1<sup>ère</sup> Classe des Ecoles Maternelles** à compter du **1<sup>er</sup> Juin 2015**, à temps complet.

**ARTICLE SECOND** : Que le tableau des effectifs est ainsi modifié à compter du **1<sup>er</sup> Juin 2015** :

FILIERE :	Médico Sociale
CADRE D'EMPLOI :	Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles
GRADE :	Agent Spécialisé Principal de 1 <sup>ère</sup> classe des Ecoles Maternelles
CATEGORIE :	C
TEMPS DE TRAVAIL	TEMPS COMPLET
ANCIEN EFFECTIF :	0
NOUVEL EFFECTIF :	1

**ARTICLE TROISIEME** : De charger Monsieur le MAIRE de procéder au recrutement.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>15. CREATION D'UN POSTE DE CONTRACTUEL A TEMPS COMPLET POUR BESOIN SAISONNIER</u></b>
---

**Considérant** que le bon fonctionnement des services de la Commune du Thoronet implique le recrutement d'un agent contractuel,

**Sur le rapport de Monsieur le MAIRE, exposant :**

**Vu** le Budget Communal,

**Vu** le tableau des effectifs,

**Considérant** qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

**Considérant** l'accroissement d'activité durant la période estivale à l'Office du Tourisme,

**Considérant** qu'il importe d'assurer l'accueil des touristes dans les meilleures conditions,

**Considérant** qu'il s'agit d'un besoin temporaire et saisonnier,

**Considérant** dès lors la nécessité de créer un emploi non permanent d'agent polyvalent, pour besoin saisonnier rémunéré sur le grade d'Adjoint Administratif de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet **à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2015** pour 4 mois.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'autoriser le MAIRE à procéder au recrutement d'un agent non titulaire à temps complet pour faire face à un besoin saisonnier **à compter du 1<sup>er</sup> Juin 2015**.

**ARTICLE SECOND** : De rémunérer cet agent sur le grade **d'Adjoint Administratif de 2<sup>ème</sup> classe**.

**ARTICLE TROISIEME** : D'inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges correspondants à cet emploi.

**Adopté à l'unanimité**

## **16. SERVITUDE DE TREFONDS, CHEMIN RURAL DES FERAUDS**

**Vu** le C.G.C.T.,

Monsieur le MAIRE informe les membres de l'assemblée délibérante qu'il a été saisi par Monsieur PE Patrick, Madame ROBIN Marjorie, Monsieur DELLAC Gérard et LESCOUZERES Valérie (respectivement propriétaires des maisons 124-132-113 Hameau des Férauds, LE THORONET) dans le cadre de la réalisation d'un dispositif d'assainissement autonome regroupé.

En effet, les maisons individuelles précitées ne peuvent être raccordées à l'assainissement collectif et les dispositifs d'assainissement non collectifs sont déterminés en fonction de l'aptitude du sol à recevoir, épurer et évacuer les eaux usées. Ainsi, il est envisagé la réalisation de deux Microstations avec évacuation grâce à une tranchée d'infiltration en tunnels d'épandage.

Cette tranchée d'infiltration, au regard de la configuration du hameau ne peut être réalisée que sous le chemin rural des Férauds.

Les propriétaires des trois maisons individuelles de village sis Hameau des Férauds, ont fourni en appui de leur demande commune, une étude réalisée le bureau Géo VAR Environnement qui valide techniquement le plan d'implantation de l'ouvrage.

Monsieur le MAIRE rappelle que les chemins ruraux font partie intégrante du domaine privé de la Commune et qu'ils peuvent à ce titre être grevés d'une servitude de tréfonds.

Le schéma directeur de l'assainissement (2003) prévoyait la réalisation de l'assainissement collectif au sein des hameaux, aujourd'hui financièrement irréalisables au regard de l'absence de subventions.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

### **DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De donner un accord à la création de cette servitude de tréfonds chemin rural des Férauds, sous réserve que les propriétaires obtiennent l'avis favorable des services du S.P.A.N.C. de la Communauté de Communes Cœur du Var.

**ARTICLE SECOND :** De réaliser l'acte de servitude sous forme d'un droit de passage de tréfonds au sein duquel sera fait référence aux spécifications techniques à respecter impérativement pour assurer la sécurité de la circulation sur le dit chemin.

**ARTICLE TROISIEME** : Que le dit acte de servitude de tréfonds sera réalisé sous la forme d'un acte administratif.

**ARTICLE QUATRIEME** : Que les frais d'acte administratif seront supportés par les propriétaires ou bénéficiaires de la servitude.

**ARTICLE CINQUIEME** : De charger Monsieur BUISINE Serge de représenter la commune pour signer le dit acte administratif.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>INFORMATIONS DIVERSES</u></b>
-------------------------------------

**Monsieur le MAIRE :**

Monsieur le MAIRE indique que lors du prochain Conseil Municipal (première quinzaine de juin) il soumettra au vote du conseil municipal la participation de la Commune du Thoronet aux travaux de remise en forme du chemin rural des Férauds suite à la délibération du jour autorisant une servitude de tréfonds.

En effet, les administrés ne bénéficient plus d'aide à l'Agence de l'eau pour la micro-station.

**L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h50.**

**La secrétaire de séance**

**Madame PELLERIN Annick**